

# Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

## **Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Roman Beschieru, atteste la véracité du rapport financier

de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017  
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,  
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18 .  
(Date)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2018-04-30

## **Section I - États financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements financiers non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Dollard-des-Ormeaux qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Dollard-des-Ormeaux au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Dollard-des-Ormeaux inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2018-04-30

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_



**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	77 033 300	77 412 239	75 956 806
Compensations tenant lieu de taxes	2	770 000	845 895	792 251
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 692 000	6 383 170	7 331 193
Services rendus	5	837 700	1 107 392	1 127 433
Imposition de droits	6	2 392 000	4 275 969	4 472 277
Amendes et pénalités	7	800 000	837 439	840 710
Revenus de placements de portefeuille	8	300 000	324 612	363 143
Autres revenus d'intérêts	9	350 000	404 660	444 355
Autres revenus	10		478 855	282 899
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	85 175 000	92 070 231	91 611 067
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	13 702 215	13 589 584	13 531 510
Sécurité publique	15	18 470 591	18 171 937	18 344 110
Transport	16	21 044 092	21 051 728	21 334 658
Hygiène du milieu	17	13 463 317	12 974 339	12 771 328
Santé et bien-être	18	642 884	629 223	625 723
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 798 346	1 778 180	1 747 689
Loisirs et culture	20	18 094 677	18 695 931	18 644 084
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 591 000	1 016 595	1 424 175
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	88 807 122	87 907 517	88 423 277
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	<b>(3 632 122)</b>	<b>4 162 714</b>	<b>3 187 790</b>
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		103 277 810	100 090 020
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		103 277 810	100 090 020
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		<b>107 440 524</b>	<b>103 277 810</b>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	15 397 982	12 281 672
Débiteurs (note 5)	2	19 025 541	16 349 153
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	6 800 508	6 688 125
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	777 000	
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>42 001 031</b>	<b>35 318 950</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 074 262	12 098 293
Revenus reportés (note 12)	12	306 446	306 446
Dette à long terme (note 13)	13	39 896 005	32 106 524
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		543 000
	15	<b>53 276 713</b>	<b>45 054 263</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(11 275 682)</b>	<b>(9 735 313)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	118 000 779	112 281 270
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	137 196	137 196
Stocks de fournitures	19	443 855	450 781
Autres actifs non financiers (note 17)	20	134 376	143 876
	21	<b>118 716 206</b>	<b>113 013 123</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>107 440 524</b>	<b>103 277 810</b>

Obligations contractuelles (note 20)  
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2017	2017	2016
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(3 632 122)	4 162 714	3 187 790
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	8 675 000 ) (	15 187 735 ) (	9 523 376 )
Produit de cession	3		25 517	29 525
Amortissement	4	9 441 122	9 458 658	9 611 441
(Gain) perte sur cession	5		(15 949)	(29 525)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	766 122	(5 719 509)	88 065
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		6 926	12 392
Variation des autres actifs non financiers	10		9 500	197 209
	11		16 426	209 601
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(2 866 000)	(1 540 369)	3 485 456
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(9 735 313)	(13 220 769)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(9 735 313)	(13 220 769)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(11 275 682)	(9 735 313)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 162 714	3 187 790
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	9 458 658	9 611 441
Autres			
- Gain sur cession d'actif	3	(15 949)	
-	4		
	5	13 605 423	12 799 231
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 676 388)	(3 522 168)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	975 969	3 695 770
Revenus reportés	9		92 806
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 320 000)	(559 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	6 926	12 392
Autres actifs non financiers	13	9 500	197 209
	14	10 601 430	12 716 240
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 15 187 735 )	( 9 523 376 )
Produit de cession	16	25 517	
	17	(15 162 218)	(9 523 376)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 112 383 )	( 168 182 )
Cession	21		
	22	(112 383)	(168 182)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	11 400 000	4 222 085
Remboursement de la dette à long terme	24	( 3 617 000 )	( 4 224 085 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	6 481	(21 217)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	7 789 481	(23 217)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	3 116 310	3 001 465
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	12 281 672	9 280 207
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	12 281 672	9 280 207
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	15 397 982	12 281 672

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

#### Constataion des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des provisions établies par la direction.

Les principales estimations de la Ville se situent au niveau des provisions pour créances douteuses et de contestations de taxes, de la durée estimative des immobilisations, des hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, de divers courus à payer et au niveau des éventualités.

**C) Actifs financiers**

Placements

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**D) Passifs**

**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**E) Actifs non financiers**

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour les services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

**Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.**

*Stocks*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**F) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### G) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

#### **H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2008.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

#### **I) Instruments financiers**

s/o

#### **J) Autres éléments**

##### **Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Affectation**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires excluant l'encaisse chez un courtier conservée aux fins de placements, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**3. Modification de méthodes comptables**

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 15 397 982	12 281 672
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 15 397 982</b>	<b>12 281 672</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 452 995	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 2 385 136	2 808 177
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 12 442 262	9 766 979
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 910 388	1 783 672
Organismes municipaux	15 617 520	624 065
Autres		
- Droits de mutation	16 855 203	916 711
- Contravention et autres	17 815 032	449 549
	18 19 025 541	16 349 153
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 10 657 954	7 159 046
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 10 657 954	7 159 046
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 554 141	520 837
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	6 800 508	6 688 125
	32	6 800 508	6 688 125
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	777 000	(543 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	777 000	(543 000)

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 419 000	3 038 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	1 269	1 256
Régimes de retraite des élus municipaux	42	42 607	44 745
	43	2 462 876	3 084 001

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

***La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal***

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

**Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées**

La municipalité a finalisé des ententes pour son régime de retraite suite à la Loi. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. La restructuration du régime de retraite n'a pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

---

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

---

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

**10. Emprunts temporaires****11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	3 436 100	3 657 456
Salaires et avantages sociaux	48	3 883 798	3 444 647
Dépôts et retenues de garantie	49	3 573 578	3 052 231
Provision pour contestations d'évaluation	50	170 000	205 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	263 744	245 289
- Contingences légales	54	1 707 000	1 485 001
- Divers	55	40 042	8 669
-	56		
-	57		
	58	13 074 262	12 098 293

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	306 446	306 446
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
-	66		
-	67		
-	68		
-	69		
	70	306 446	306 446

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	3,95	2018	2037	71	39 976 000	32 193 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76	2 604	2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	39 978 604	32 195 604
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	( 82 599 )	( 89 080 )
					81	39 896 005	32 106 524

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2017</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2018	82	90	6 502 000	98	107	115	6 502 000
2019	83	91	3 693 000	99	108	116	3 693 000
2020	84	92	3 666 000	100	109	117	3 666 000
2021	85	93	3 400 000	101	110	118	3 400 000
2022	86	94	2 979 000	102	111	119	2 979 000
2023 et +	87	95	19 736 000	103	112	120	19 738 604
	88	96	39 976 000	104	113	121	39 978 604
Intérêts et frais accessoires				105	( )	122	( )
	89	97	39 976 000	106	114	123	39 978 604

**Note**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(11 275 682)	(9 735 313)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	( )	( )
Autres	126	( )	( )
	127	(11 275 682)	(9 735 313)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	128		156		183		210	
Eaux usées	129		157		184		211	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	149 482 071	158	7 589 894	185	8 819 750	212	148 252 215
Autres	131		159		186		213	
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	59 805 616	161	6 228 390	188		215	66 034 006
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	2 897 934	163	121 162	190	836 614	217	2 182 482
Ameublement et équipement de bureau	136	750 960	164	106 673	191	64 631	218	793 002
Machinerie, outillage et équipement divers	137	9 235 539	165	1 141 616	192	264 294	219	10 112 861
Terrains	138	8 941 750	166		193		220	8 941 750
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>231 113 870</u>	168	<u>15 187 735</u>	195	<u>9 985 289</u>	222	<u>236 316 316</u>
Immobilisations en cours	141		169		196		223	
	142	<u>231 113 870</u>	170	<u>15 187 735</u>	197	<u>9 985 289</u>	224	<u>236 316 316</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	143		171		198		225	
Eaux usées	144		172		199		226	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	88 377 194	173	6 712 784	200	8 819 750	227	86 270 228
Autres	146		174		201		228	
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	23 521 675	176	1 523 507	203		230	25 045 182
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	2 246 507	178	246 314	205	836 614	232	1 656 207
Ameublement et équipement de bureau	151	291 636	179	131 898	206	64 631	233	358 903
Machinerie, outillage et équipement divers	152	4 395 588	180	844 155	207	254 726	234	4 985 017
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>118 832 600</u>	182	<u>9 458 658</u>	209	<u>9 975 721</u>	236	<u>118 315 537</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	155	<u>112 281 270</u>					237	<u>118 000 779</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250	137 196	137 196
	251	137 196	137 196
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	137 196	137 196
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	254	134 376	143 876
-	255		
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	134 376	143 876
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**18. Fonds local d'investissement**

2017

2016

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>269</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	(	)
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	<u>280</u>		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>281</b>		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**19. Fonds local de solidarité****2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<hr/> 289

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<hr/> 292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<hr/> 295

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<hr/> 296
---	-----------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	(	) (
	<hr/> 302		
	<hr/> 303		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<hr/> 307

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<hr/> 310

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<hr/> 313

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**20. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée d'après les contrats de déblaiement de la neige, de service de collecte des déchets et la collecte sélective, de service de patrouille municipale et de services de conciergerie, échéant jusqu'en 2022 pour un montant total de 7 676 580 \$. Les versements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 4 014 533 \$ en 2018, 1 964 627 \$ en 2019, 850 631\$ en 2020, 726 391 \$ en 2021 et 120 398 \$ en 2022.

**21. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

Au 31 décembre 2017, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 11 457 378 \$. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**d) Autres**

Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2011 à 2013, 2014 à 2016 et 2017 à 2019. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 170 000 \$ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**24. Instruments financiers**

s/o

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	77 033 300	77 412 239		77 412 239	75 956 806
Compensations tenant lieu de taxes	2	770 000	845 895		845 895	792 251
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 292 000	2 086 844		2 086 844	1 415 403
Services rendus	5	837 700	1 107 392		1 107 392	1 127 433
Imposition de droits	6	2 392 000	4 275 969		4 275 969	4 472 277
Amendes et pénalités	7	800 000	837 439		837 439	840 710
Revenus de placements de portefeuille	8	300 000	324 612		324 612	363 143
Autres revenus d'intérêts	9	350 000	404 660		404 660	444 355
Autres revenus	10		78 855		78 855	90 620
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	83 775 000	87 373 905		87 373 905	85 502 998
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 400 000	4 296 326		4 296 326	5 915 790
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		400 000		400 000	192 279
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	1 400 000	4 696 326		4 696 326	6 108 069
	21	85 175 000	92 070 231		92 070 231	91 611 067
<b>Charges</b>						
Administration générale	22	13 392 767	13 298 168	291 416	13 589 584	13 531 510
Sécurité publique	23	18 338 794	18 069 072	102 865	18 171 937	18 344 110
Transport	24	17 956 556	17 912 434	3 139 294	21 051 728	21 334 658
Hygiène du milieu	25	9 524 682	9 023 265	3 951 074	12 974 339	12 771 328
Santé et bien-être	26	642 884	629 223		629 223	625 723
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 764 140	1 743 974	34 206	1 778 180	1 747 689
Loisirs et culture	28	16 155 177	16 756 128	1 939 803	18 695 931	18 644 084
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 591 000	1 016 595		1 016 595	1 424 175
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	9 441 122	9 458 658	( 9 458 658 )		
	33	88 807 122	87 907 517		87 907 517	88 423 277
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	(3 632 122)	4 162 714		4 162 714	3 187 790

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(3 632 122)	4 162 714	3 187 790
Moins: revenus d'investissement	2	( 1 400 000 )	( 4 696 326 )	( 6 108 069 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(5 032 122)	(533 612)	(2 920 279)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	9 441 122	9 458 658	9 611 441
Produit de cession	5		25 517	29 525
(Gain) perte sur cession	6		(15 949)	(29 525)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	9 441 122	9 468 226	9 611 441
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	( 3 502 000 )	( 2 942 054 )	( 3 671 685 )
	18	(3 502 000)	(2 942 054)	(3 671 685)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19	( )	( 285 411 )	( 364 012 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		604 193	849 471
Excédent de fonctionnement affecté	21		130 809	
Réserves financières et fonds réservés	22	(900 000)	(727 192)	(407 326)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 000)	(7 000)	(7 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(907 000)	(284 601)	71 133
	26	5 032 122	6 241 571	6 010 889
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		5 707 959	3 090 610

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	4 696 326	6 108 069
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2	( 238 584 )	( 353 772 )
Sécurité publique	3	( 372 167 )	( 367 945 )
Transport	4	( 4 457 200 )	( 2 858 879 )
Hygiène du milieu	5	( 2 791 622 )	( 1 896 741 )
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 31 870 )	( 71 689 )
Loisirs et culture	8	( 7 296 292 )	( 3 974 350 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	( 15 187 735 )	( 9 523 376 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 773 151	1 931 039
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	285 411	364 012
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	4 948 152	2 371 669
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	1 092 524	1 076 786
	18	6 326 087	3 812 467
	19	(4 088 497)	(3 779 870)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	607 829	2 328 199



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>Rémunération</b>	1	14 895 500	15 371 526	13 177 294
<b>Charges sociales</b>	2	4 754 600	4 857 016	6 631 644
<b>Biens et services</b>	3	15 101 400	14 782 607	15 295 396
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	853 558	592 712	697 927
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	142 642	169 536	199 859
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	594 800	254 347	526 389
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	41 298 100	40 725 337	40 469 640
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	837 300	1 391 149	1 442 594
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	9 441 122	9 458 658	9 611 441
<b>Autres</b>				
-	15	888 100	304 629	371 093
-	16			
-	17			
	18	88 807 122	87 907 517	88 423 277

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 12 792 632	12 637 018
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 480 000	1 610 809
Réserves financières et fonds réservés	3 1 261 046	1 626 378
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 9 000 ) (	16 000 )
Financement des investissements en cours	5 645 526	37 697
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 91 270 320	87 381 908
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 107 440 524	103 277 810
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 12 792 632	12 637 018
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	
	11 12 792 632	12 637 018
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Améliorations régime retraite	12 280 000	280 000
- Provision terrain Lake/Donacon	13 1 200 000	1 200 000
- Réserve pour élections	14	130 809
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 480 000	1 610 809
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 1 480 000	1 610 809
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 013 721	1 379 053
Organismes contrôlés	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 247 325	247 325
Organismes contrôlés	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés	42	
Fonds local d'investissement (note 18)	43	
Fonds local de solidarité (note 19)	44	
Autres		
-	45	
-	46	
	47 1 261 046	1 626 378
	48 1 261 046	1 626 378

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 9 000 )	( 16 000 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	( )
Autres	52 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( )	( )
	54 ( 9 000 )	( 16 000 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( )	( )
Autres		
-	58 ( )	( )
-	59 ( )	( )
	60 ( 9 000 )	( 16 000 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( )	( )
Autres		
-	66 ( )	( )
-	67 ( )	( )
	68 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( )	( )
Autres		
-	72 ( )	( )
-	73 ( )	( )
	74 ( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 ( 9 000 )	( 16 000 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	82	2 035 435	1 175 070
Investissements à financer	83 (	1 389 909 ) (	1 137 373 )
	84	645 526	37 697
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	118 000 779	112 281 270
Propriétés destinées à la revente	86	137 196	137 196
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	118 137 975	112 418 466
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	118 137 975	112 418 466
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	39 896 005 ) (	32 106 524 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	82 599 ) (	89 080 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	10 657 954	7 159 046
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	2 452 995	
	98 (	26 867 655 ) (	25 036 558 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	26 867 655 ) (	25 036 558 )
	101	91 270 320	87 381 908

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>        </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen moins 1,8 % de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993. Pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 1993 et le 31 décembre 2013, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen. À compter du 1er janvier 2014, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen pour les cadres et les cols blancs, alors que pour les cols bleus, la rente pour chaque année de service reconnu est de 1,85 % du salaire de l'année indexé au minimum entre le salaire industriel moyen et 2,5 %. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé. Pour le service reconnu avant le 1er janvier 2014, la rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans. Pour le service reconnu à compter du 1er janvier 2014, la rente de retraite des participants cols blancs, cols bleus et cadres est payable sans réduction à compter de 62,5 ans, 60 ans et 62 ans, respectivement.

La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2015.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (543 000)	(1 102 000)
Charge de l'exercice	4 ( 2 419 000 )	( 3 038 000 )
Cotisations versées par l'employeur	5 3 739 000	3 597 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>777 000</u>	<u>(543 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 66 827 000	60 606 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>68 789 000</u> )	( <u>66 289 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 962 000)	(5 683 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 739 000</u>	<u>5 140 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 777 000	(543 000)
Provision pour moins-value	12 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>777 000</u>	<u>(543 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>66 827 000</u>	<u>60 606 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>68 789 000</u> )	( <u>66 289 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>1 962 000</u> )	( <u>5 683 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 345 000	2 235 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>                    </u>	<u>(3 029 000)</u>
	20 2 345 000	(794 000)
Cotisations salariales des employés	21 ( 745 000 )	( 724 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
	23 1 600 000	(1 518 000)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 569 000	1 006 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	3 029 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 169 000</u>	<u>2 517 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 591 000	3 551 000
Rendement espéré des actifs	34 ( 3 341 000 )	( 3 030 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>250 000</u>	<u>521 000</u>
Charge de l'exercice	<u>2 419 000</u>	<u>3 038 000</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 842 000	4 353 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 3 341 000 )	( 3 030 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 501 000	1 323 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 331 000	(1 000 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (3 131 000)	(3 042 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 68 637 000	62 418 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 438 000	406 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 522 000	385 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,45 %	5,45 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,45 %	5,45 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 1,10 %	1,10 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	2017	2016
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ( )	( )
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	106	_____	_____

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 \_\_\_\_\_ 1

**Description des régimes et autres renseignements**

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	108	<u>1 269</u>	<u>1 256</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 109  Oui  
110  Non

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	<u>7</u>	<u>5</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	112	<u>4 946</u>	<u>5 317</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	113	16 667	17 918
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>25 940</u>	<u>26 827</u>
	115	<u>42 607</u>	<u>44 745</u>

---

**Note**

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	39 978 604
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	1 389 909
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	247 325
Débiteurs	8	10 657 954
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	2 452 995
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 033 084
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	26 977 155
---	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	26 977 155
------------------------------	----	------------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	266 984
Autres organismes	19	5 315 000

---

Endettement total net à long terme	20	32 559 139
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	42 081 823
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	42 081 823

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	74 640 962
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	72 846 263	71 141 633
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	72 846 263	71 141 633
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	3 486 531	3 482 968
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
-	14		
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	1 079 445	1 332 205
Activités de fonctionnement	19		
Activités d'investissement	20		
	21	4 565 976	4 815 173
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	22		
Autres	23		
	24		
	25	4 565 976	4 815 173
	26	77 412 239	75 956 806

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	27	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	28	
Taxes d'affaires	29	
Compensations pour les terres publiques	30	
	31	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	32	
Cégeps et universités	33	
Écoles primaires et secondaires	34	845 895
	35	792 251
	845 895	792 251
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	36	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	37	
Taxes d'affaires	38	
	39	
	40	845 895
	845 895	792 251
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>		
Taxes sur la valeur foncière	41	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	42	
Taxes d'affaires	43	
	44	
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
Taxes sur la valeur foncière	45	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	46	
	47	
<b>AUTRES</b>		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48	
Autres	49	
	50	
	51	845 895
	845 895	792 251

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52	343 683	306 734
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	552 079	490 476
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	1 008 966	484 845
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81	10 802	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86	48 050	20 700
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	123 264	112 648
Autres	88		
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	2 086 844	1 415 403



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93	11 343	
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	8 554	
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 380 000	4 046 311
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127	2 896 429	1 869 479
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	4 296 326	5 915 790

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>139</b>	<b>6 383 170</b>	<b>7 331 193</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	43 580	54 002
Sécurité incendie	145	43 419	48 511
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	86 999	102 513
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	86 999	102 513

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	182		
Évaluation	183		
Autre	184	88 089	158 796
	185	88 089	158 796
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187		
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193	108 580	97 472
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199	108 580	97 472
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		
Réseau de distribution de l'eau potable	201		
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206		
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209	14 174	8 089
	210	14 174	8 089
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215		
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220		
Activités culturelles			
Bibliothèques	221		
Autres	222	809 550	760 563
	223	809 550	760 563
Réseau d'électricité	224		
	225	1 020 393	1 024 920
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<b>226</b>	<b>1 107 392</b>	<b>1 127 433</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	227	136 090	183 577
Droits de mutation immobilière	228	4 139 879	4 288 700
Droits sur les carrières et sablières	229		
Autres	230		
	231	4 275 969	4 472 277
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	232	837 439	840 710
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	233	324 612	363 143
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>			
	234	404 660	444 355
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	15 949	29 525
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		
Contributions des promoteurs	238		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239		
Contributions des organismes municipaux	240		
Autres contributions	241	400 000	
Autres	242	62 906	253 374
	243	478 855	282 899
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	244		

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
Conseil	1	767 115		767 115	512 057
Greffe et application de la loi	2	658 033		658 033	426 874
Gestion financière et administrative	3	4 315 727		4 315 727	5 437 400
Évaluation	4	313 962		313 962	318 118
Gestion du personnel	5	530 484		530 484	501 227
Autres					
- Quote-part agglomération	6	6 516 607		6 516 607	5 810 873
- Autres dépenses d'admin	7	196 240	291 416	487 656	524 961
	8	13 298 168	291 416	13 589 584	13 531 510
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
Police	9	10 618 895		10 618 895	10 759 446
Sécurité incendie	10	5 783 879	46 852	5 830 731	5 898 923
Sécurité civile	11	40 339		40 339	38 391
Autres	12	1 625 959	56 013	1 681 972	1 647 350
	13	18 069 072	102 865	18 171 937	18 344 110
<b>TRANSPORT</b>					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	4 423 483	1 412 682	5 836 165	5 939 588
Enlèvement de la neige	15	3 506 277	1 412 682	4 918 959	4 933 635
Éclairage des rues	16	733 460	156 965	890 425	929 490
Circulation et stationnement	17	430 369	156 965	587 334	596 374
Transport collectif					
Transport en commun	18	8 599 072		8 599 072	8 712 889
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	219 773		219 773	222 682
	22	17 912 434	3 139 294	21 051 728	21 334 658

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		Réalizations 2017			Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 751 200		1 751 200	982 628
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 099 770	1 775 599	4 875 369	5 461 551
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26	568 463	2 045 396	2 613 859	2 616 725
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 575 501		1 575 501	1 548 546
Élimination	28	601 243		601 243	610 501
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	880 759	130 079	1 010 838	997 817
Tri et conditionnement	30	462 606		462 606	468 729
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	83 723		83 723	84 831
	40	9 023 265	3 951 074	12 974 339	12 771 328
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Logement social	41	510 510		510 510	507 020
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	118 713		118 713	118 703
	44	629 223		629 223	625 723
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 150 935	34 206	1 185 141	1 146 800
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	90 700		90 700	91 901
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50	495 362		495 362	501 919
Autres	51	6 977		6 977	7 069
	52	1 743 974	34 206	1 778 180	1 747 689

**ANALYSE DES CHARGES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>					
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	544 629	296 019	840 648	820 657
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 540 837	296 019	1 836 856	1 844 119
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 797 498	296 018	2 093 516	2 083 923
Parcs et terrains de jeux	56	6 428 005	612 355	7 040 360	6 807 157
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	1 365 299		1 365 299	1 633 430
	60	11 676 268	1 500 411	13 176 679	13 189 286
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	1 117 880	296 018	1 413 898	1 389 213
Bibliothèques	62	2 821 251	143 374	2 964 625	2 909 758
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	1 140 729		1 140 729	1 155 827
	66	5 079 860	439 392	5 519 252	5 454 798
	67	16 756 128	1 939 803	18 695 931	18 644 084
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	722 889		722 889	834 888
Autres frais	70	39 359		39 359	62 898
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	250 000		250 000	521 000
Autres	72	4 347		4 347	5 389
	73	1 016 595		1 016 595	1 424 175
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>					
	74				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>					
	75	9 458 658	( 9 458 658 )		



## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Au trésorier,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de Ville de Dollard-des-Ormeaux (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2018-04-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

---

Revenus de taxes	1	77 412 239
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(35 000)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 557 107
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<b>64 820 132</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	6 291 789 104
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>6 300 500 903</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>6 296 145 004</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14       1 ,             9 |       5 | / 100 \$

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	2 093 948	1 778 582
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	697 673	265 915
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 822 319	1 311 695
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 975 954	914 035
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	330 621	609 154
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 897 769	2 867 776
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	121 162	174 343
Ameublement et équipement de bureau	18	106 673	894 644
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 141 616	707 232
Terrains	20		
Autres	21		
	22	15 187 735	9 523 376

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	2 093 948	1 778 582
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	697 673	265 915
Autres infrastructures	27	4 798 273	2 225 730
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	7 597 841	5 253 149
	34	15 187 735	9 523 376

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Rémunération</b>	35		
<b>Charges sociales</b>	36		
<b>Biens et services</b>	37	15 067 818	9 523 376
<b>Frais de financement</b>	38	119 917	
<b>Autres</b>	39		
	40	15 187 735	9 523 376



**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1		2 452 995		2 452 995
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	247 325			247 325
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	9 246 384	601 000	1 069 689	8 777 695
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	15 542 849	4 172 151	1 872 365	17 842 635
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	25 036 558	7 226 146	2 942 054	29 320 650
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 159 046	4 173 854	674 946	10 657 954
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	7 159 046	4 173 854	674 946	10 657 954
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	7 159 046	4 173 854	674 946	10 657 954
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	7 159 046	4 173 854	674 946	10 657 954
	19	32 195 604	11 400 000	3 617 000	39 978 604
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	32 195 604	11 400 000	3 617 000	39 978 604

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	313 962	318 118
Autres	3	6 516 607	5 810 873
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4	10 618 895	10 759 446
Sécurité incendie	5	5 783 879	5 860 434
Sécurité civile	6	34 885	35 346
Autres	7	279 725	266 172
<b>Transport</b>			
Réseau routier	8	489 382	524 348
Transport collectif	9	8 599 072	8 712 889
Autres	10	219 773	222 682
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout	11	3 786 352	3 834 316
Matières résiduelles	12	1 039 563	1 053 323
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15	83 723	84 831
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	16	510 510	507 020
Autres	17	118 713	118 703
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	104 654	106 039
Rénovation urbaine	19	90 700	91 901
Promotion et développement économique	20	495 362	501 919
Autres	21	6 977	7 069
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	22	491 874	498 384
Activités culturelles	23	1 140 729	1 155 827
<b>Réseau d'électricité</b>			
	24		
	25	40 725 337	40 469 640

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	51,00	35,00	97 599,00	4 357 035	1 469 308	5 826 343
Professionnels	2						
Cols blancs	3	57,00	35,00	104 656,00	3 310 511	1 075 051	4 385 562
Cols bleus	4	131,00	36,00	215 932,00	7 347 853	2 249 940	9 597 793
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
Élus	8	239,00		418 187,00	15 015 399	4 794 299	19 809 698
	9	9,00			356 127	62 717	418 844
	10	248,00			15 371 526	4 857 016	20 228 542

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13			1 380 000		1 380 000
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	2 086 844	2 896 429		19 897	5 003 170
	17	2 086 844	2 896 429	1 380 000	19 897	6 383 170

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		2017	2016
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	330 893	594 081
	4	330 893	594 081
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	152 729	184 642
Enlèvement de la neige	11	152 729	184 642
Autres	12	33 940	41 031
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	339 398	410 315
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	150 019	125 798
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	21 591	21 252
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	171 610	147 050
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	171 090	268 184
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	901	1 136
Autres	38	2 703	3 409
	39	174 694	272 729
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	1 016 595	1 424 175

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire élu	6 910	3 041
Maire sortant	56 744	14 575
Conseiller district # 1 élu	2 027	1 014
Conseiller district # 1 sortant	15 543	7 772
Conseiller district # 2	17 571	8 785
Conseiller district # 3	17 877	8 939
Conseiller district # 4	17 571	8 785
Conseiller district # 5	17 571	8 785
Conseiller district # 6 élu	2 027	1 014
Conseiller district # 6 sortant	20 596	10 549
Conseiller district # 7 élu	2 027	1 014
Conseiller district # 7 sortant	15 543	7 772
Conseiller district # 8	21 835	10 917

**Note**

Allocation de départ et transition payée en 2017 au Maire sortant: 90 950,00\$

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	4 000 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____



**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET
- |   |          |       |
|---|----------|-------|
|   | 34 _____ | \$    |
| Total des frais encourus admissibles au PAERRL :  |          |       |
| a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)  |          |       |
| - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver  | 35       | \$    |
| - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver  | 36       | \$    |
| b) Dépenses d'investissement  | 37       | \$    |
| c) Total des frais encourus admissibles   | 38       | \$    |
| d) Description des dépenses d'investissement :  |          |       |
|   |          |       |
| e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :                 |          |       |
|   |          |       |
| Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> : |          |       |
| a) Numéro de la résolution  | 39       | _____ |
| b) Date d'adoption de la résolution   | 40       | _____ |

**Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018</b>	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

## Taxes générales

Taxe foncière générale	1	73 906 400
------------------------	---	------------

## Taxes spéciales

Service de la dette

2

Activités de fonctionnement

3

Activités d'investissement

4

## Taxes de secteur

## Taxes spéciales

Service de la dette

5

Activités de fonctionnement

6

Activités d'investissement

7

## Autres

8

	9	73 906 400
--	---	------------

**SUR UNE AUTRE BASE**

## Taxes, compensations et tarification

## Services municipaux

Eau

10

3 486 800

Égout

11

Traitement des eaux usées

12

Matières résiduelles

13

Autres

-

14

-

15

-

16

Centres d'urgence 9-1-1

17

Service de la dette

18

1 202 300

Activités de fonctionnement

19

Activités d'investissement

20

	21	4 689 100
--	----	-----------

## Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

22

Autres

23

24

	25	4 689 100
--	----	-----------

	26	78 595 500
--	----	------------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	870 000
	9	870 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	870 000

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	870 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 5 543 024 165	X 5 0,9560	/100\$ 6 52 991 300				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 308 908 027	X 8 0,9560	/100\$ 9 2 953 200				
Immeubles non résidentiels	10 502 424 095	X 11 3,4950	/100\$ 12 17 559 600				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 21 042 200	X 20 1,9120	/100\$ 21 402 300				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 73 906 400	26 ( )	27 ( )	28	29 73 906 400
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>											
<b>Taxes générales</b>											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....								
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....								
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....								
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....								
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....								
<b>Total</b>			25 .....					26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....								
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....								
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....								
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....								
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....								
<b>Total</b>			54 .....					55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....
	<u>Valeur locative imposable</u>										
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 2 0 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	, \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau - plus de 2 logements et condos	155,0000	4	
Eau - piscines - immeubles appartements	300,0000	4	
Eau - piscines publiques	600,0000	4	
Eau - résidences pour personnes âgées	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	78 595 500
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 756 459
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>65 839 041</b>

<b>ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE</b>	<b>11</b>	<b>6 375 398 487</b>
--	-----------	----------------------

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018</b> (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;"> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;"> </span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;"> </span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> </div> , <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;"> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">3</span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">2</span> <span style="border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">7</span> </div> /100 \$
--	----	---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	17 559 600			402 300	2 953 200	
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	243 146			6 547	48 055	
Autres	5					1 076 700	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	17 802 746			408 847	4 077 955	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	52 991 300			73 906 400
De secteur	10				
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	904 552			1 202 300
Autres	13	2 410 100			3 486 800
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	56 305 952			78 595 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	91 570 972	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	3 082 700	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	2 010 300	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 12001, boulevard De Salaberry  
(no) (rue)  
Dollard-des-Ormeaux H9B 2A7  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 684-1010  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ville@ddo.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Roman Beschieru

Téléphone (514) 684-1012 312  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rbeschieru@ddo.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102  
(no) (rue)  
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Roman Beschieru , atteste que le rapport financier de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Dollard-Des Ormeaux .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Dollard-Des Ormeaux consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Dollard-Des Ormeaux détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 4 162 714 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,0295 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-04 12:03:05

Date de transmission au Ministère : 2018/05/09

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2017

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Dollard-Des Ormeaux

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017		2016
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	83 775 000	87 373 905	85 502 998
Investissement	2	1 400 000	4 696 326	6 108 069
	3	85 175 000	92 070 231	91 611 067
<b>Charges</b>				
	4	88 807 122	87 907 517	88 423 277
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>				
	5	(3 632 122)	4 162 714	3 187 790
Moins : revenus d'investissement	6	( 1 400 000 )	( 4 696 326 )	( 6 108 069 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>				
	7	(5 032 122)	(533 612)	(2 920 279)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8	9 441 122	9 458 658	9 611 441
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	( 3 502 000 )	( 2 942 054 )	( 3 671 685 )
Affectations				
Activités d'investissement	11	( )	( 285 411 )	( 364 012 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(907 000)	810	435 145
Autres éléments de conciliation	13		9 568	
	14	5 032 122	6 241 571	6 010 889
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>				
	15		5 707 959	3 090 610

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17



**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	15 397 982	12 281 672
Débiteurs	2	19 025 541	16 349 153
Placements de portefeuille	3	6 800 508	6 688 125
Autres	4	777 000	
	5	42 001 031	35 318 950
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	39 896 005	32 106 524
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		543 000
Autres	9	13 380 708	12 404 739
	10	53 276 713	45 054 263
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(11 275 682)	(9 735 313)
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	12	118 000 779	112 281 270
Autres	13	715 427	731 853
	14	118 716 206	113 013 123
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	15	107 440 524	103 277 810

*Extrait du rapport financier, page S8*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	12 792 632	12 637 018
Excédent de fonctionnement affecté			
- Améliorations régime retraite	17	280 000	280 000
- Provision terrain Lake/Donacon	18	1 200 000	1 200 000
- Réserve pour élections	19		130 809
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	1 480 000	1 610 809
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	1 261 046	1 626 378
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 (	9 000 ) (	16 000 )
Financement des investissements en cours	30	645 526	37 697
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	91 270 320	87 381 908
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	107 440 524	103 277 810

*Extrait du rapport financier, page S23-1*

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	26 977 155
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	74 640 962

*Extrait du rapport financier, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3	2 452 995	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	247 325	247 325
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	17 842 635	15 542 849
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 777 695	9 246 384
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	7	10 657 954	7 159 046
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	39 978 604	32 195 604

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

*Extrait du rapport financier, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	11	77 033 300	77 412 239	75 956 806
Compensations tenant lieu de taxes	12	770 000	845 895	792 251
Quotes-parts	13			
Transferts	14	1 292 000	2 086 844	1 415 403
Services rendus	15	837 700	1 107 392	1 127 433
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 492 000	5 438 020	5 676 130
Autres	17	350 000	483 515	534 975
	18	83 775 000	87 373 905	85 502 998
<b>Investissement</b>				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21	1 400 000	4 296 326	5 915 790
Autres	22		400 000	192 279
	23	1 400 000	4 696 326	6 108 069
	24	85 175 000	92 070 231	91 611 067

*Extrait du rapport financier, page S16*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	13 298 168	291 416	13 589 584	13 531 510
Sécurité publique					
Police	2	10 618 895		10 618 895	10 759 446
Sécurité incendie	3	5 783 879	46 852	5 830 731	5 898 923
Autres	4	1 666 298	56 013	1 722 311	1 685 741
Transport					
Réseau routier	5	9 093 589	3 139 294	12 232 883	12 399 087
Transport collectif	6	8 599 072		8 599 072	8 712 889
Autres	7	219 773		219 773	222 682
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	5 419 433	3 820 995	9 240 428	9 060 904
Matières résiduelles	9	3 520 109	130 079	3 650 188	3 625 593
Autres	10	83 723		83 723	84 831
Santé et bien-être	11	629 223		629 223	625 723
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 150 935	34 206	1 185 141	1 146 800
Promotion et développement économique	13	495 362		495 362	501 919
Autres	14	97 677		97 677	98 970
Loisirs et culture	15	16 756 128	1 939 803	18 695 931	18 644 084
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	1 016 595		1 016 595	1 424 175
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	78 448 859	9 458 658	87 907 517	88 423 277
Amortissement des immobilisations	20	9 458 658	( 9 458 658 )		
	21	87 907 517		87 907 517	88 423 277

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3